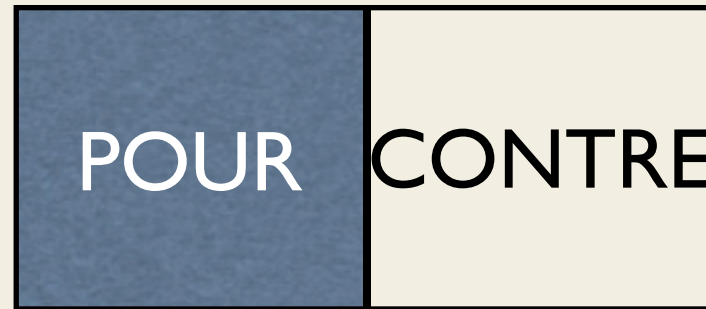


Solutions proposées pour réduire la pauvreté



Claude Snow
1er Sommet néo-brunswickois sur la pauvreté
Moncton, les 27 et 28 octobre 2006.

TOUT LE MONDE EST D'ACCORD POUR SECOURIR LES GENS DANS LE BESOIN EN PARTAGEANT LA RICHESSE

2 VISIONS

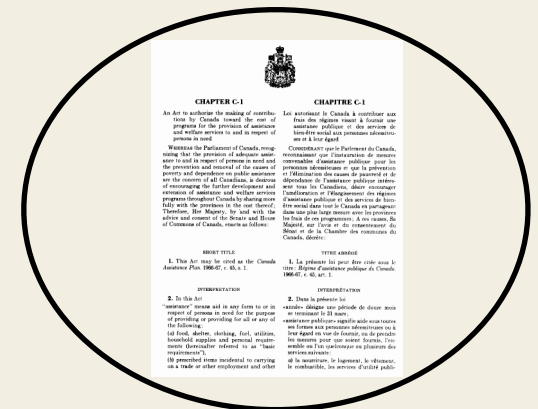
INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

- partage **volontaire**
par la solidarité individuelle
(«Les bons citoyens font du bénévolat».)

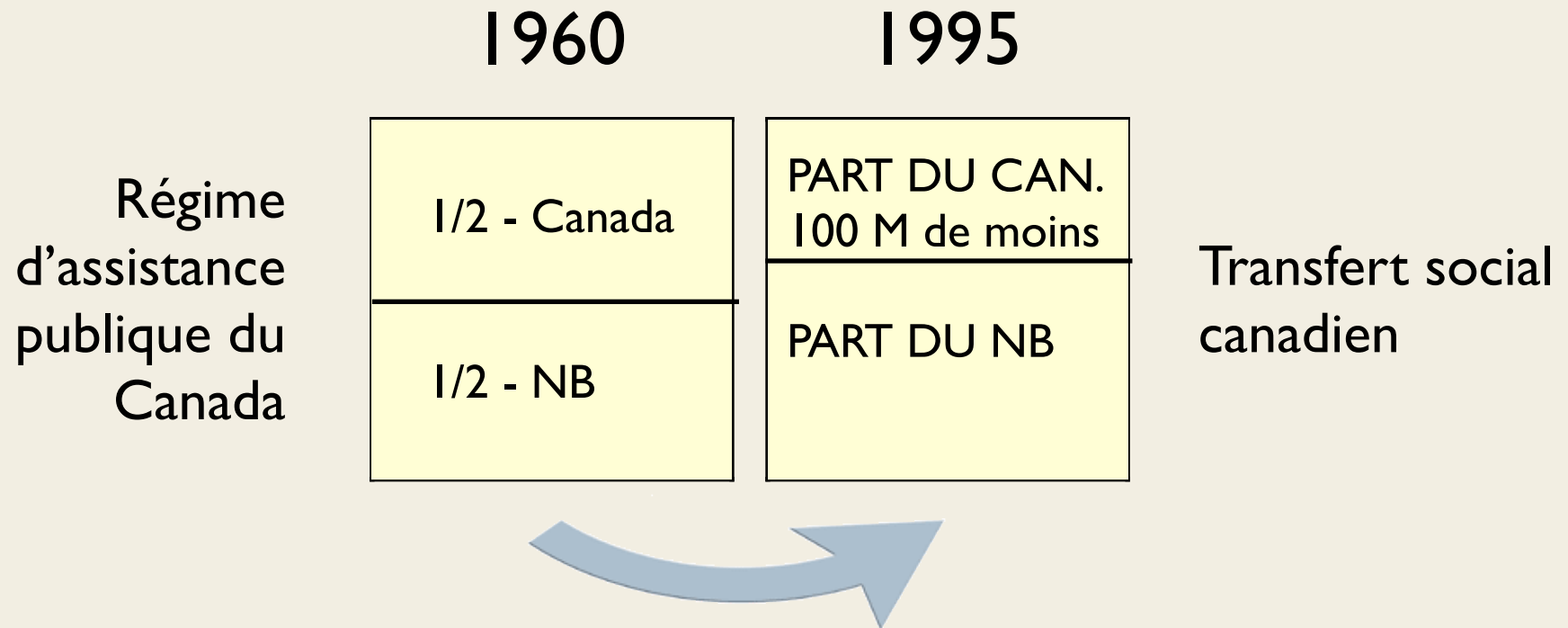


VALEURS SOCIALES

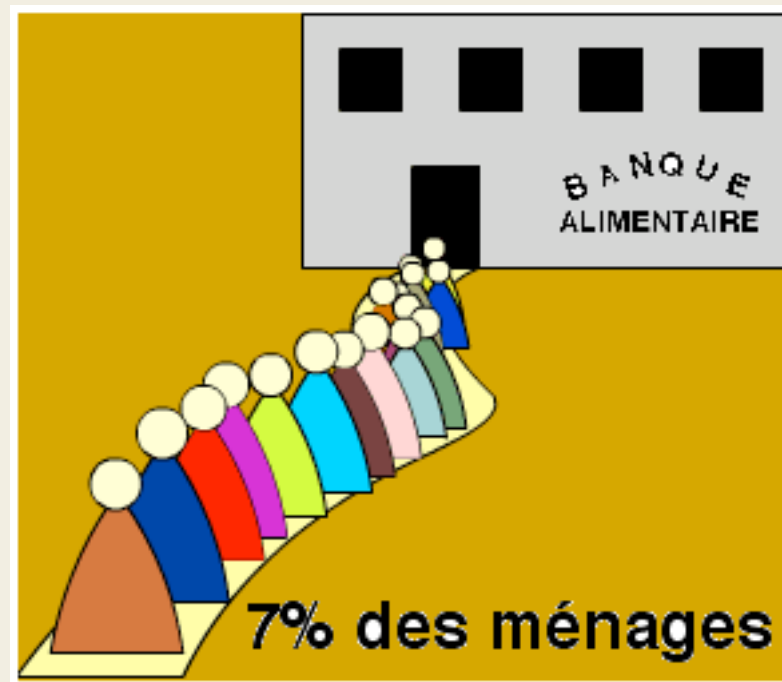
- partage **obligatoire**
par la solidarité sociale
(«Les services publics ... garantis».)



ÉVOLUTION DE L'AIDE SOCIALE AU PAYS



7% DES MÉNAGES ONT RECOURS AUX BANQUES ALIMENTAIRES (autant au NB qu'au Canada)



Au NB : **19 440** ménages par mois.

BILAN HISTORIQUE SUR LE PLAN SOCIAL 1960-1970



Louis
Robichaud

- Programme de chances égales pour tous.
- Le droit à l'assistance est garanti à tous ceux qui sont dans le besoin.
- Le ministre des Services sociaux est tenu, de par la loi, de secourir les personnes nécessiteuses.
- Les individus ne sont pas tenus de travailler pour avoir accès à de l'aide.
- L'aide est versée par les fonds publics, selon les normes fédérales.

1970-1987



Richard
Hatfield

- Introduit l'idée de mesures fiscales restreintes.
- Promet de diminuer l'intervention de l'État, surtout dans le secteur social.
- Établit une commission pour trouver des options qui feraient en sorte que les programmes sociaux ne soient pas financés par l'État.
- Fait des coupures dans les dépenses sociales.
- Fait du bénévolat une institution.

1987-1997



Frank
McKenna

- Il réduit beaucoup l'assistance publique pour inciter les gens à vouloir travailler.
- Obliger les gens à travailler donne le goût de travailler et brise le cercle de la dépendance.
- La personne dans le besoin doit compter sur sa famille et sa communauté. L'État contribue.
- Les gens doivent aller aux banques alimentaires pour de la nourriture.
- Des services publics sont offerts par le privé, comme un centre de détention.
- Les taux d'aide au revenu sont très bas.
- Il adopte des politiques dures comme celle sur les unités économiques.

1997-2006



Bernard
Lord

- Les programmes sociaux sont coupés ou diminués.
- Le gouvernement doit d'abord bien gérer, ensuite, il peut voir aux besoins humains.
- Il emploie des budgets fixes et dit que le nombre d'assistés diminue.
- Certains services sociaux sont gérés par des organismes non gouvernementaux.
- Il a recours à des partenariats publics-privés.
- Il croit que les partenariats permettent de créer la richesse nécessaire pour financer les programmes sociaux.

LA PENSÉE SOCIALE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Jean Chrétien, 1993-2003; Paul Martin, 2003-06; Stephen Harper, 2006- actuel

La bienfaisance
s'occupe des
moins nantis.
Le gouvernement
s'occupe du reste.

Chacun doit voir à ses
besoins et assumer
les conséquences
de ses choix.

Le gouvernement
est trop présent
dans la vie des
gens. Il faut
remodeler l'État.

Depuis 1995, l'aide
sociale n'est plus
encadrée par une loi
fédérale comme elle
l'était avant.



Le gouvernement
doit d'abord et
avant tout être
un bon comptable.

Il faut réduire certains
programmes sociaux
pour baisser les
taxes et remettre
l'argent dans les
poches des
contribuables.

VIOLATION DE LA CONSTITUTION

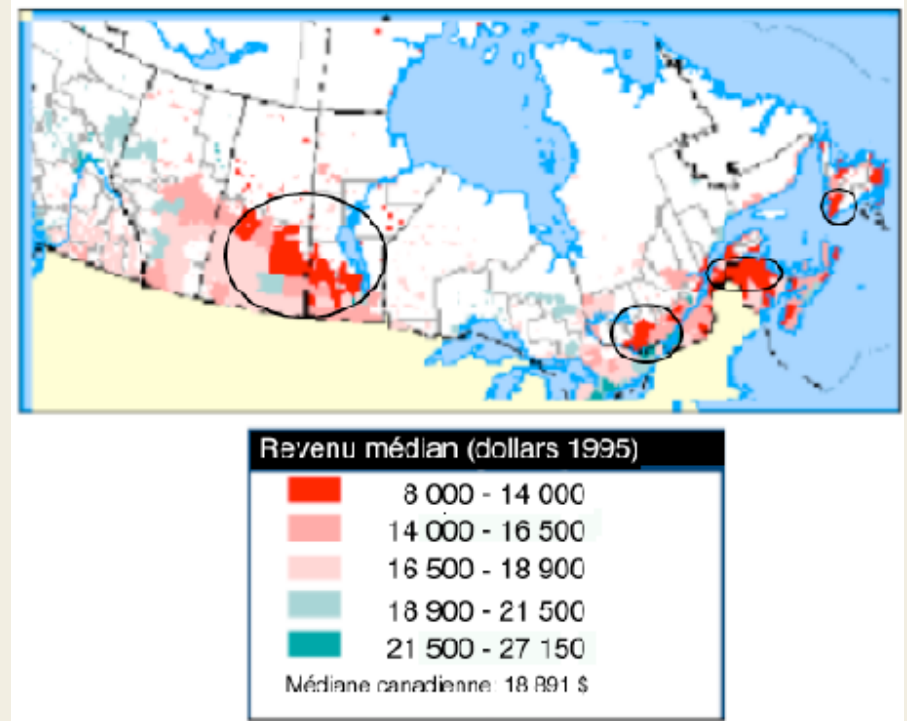
CONSTITUTION

36(1) Les gouvernements s'engagent à promouvoir **l'égalité** des chances de tous les Canadiens, de leur fournir les **services publics** essentiels à un niveau **acceptable**.

36(2) Le gouvernement fédéral s'engage à donner aux provinces des revenus **suffisants** pour assurer les services publics à un niveau de qualité **comparable**.



ENDROITS LES PLUS PAUVRES AU CANADA



SOURCE: Ressources naturelles Canada.

LA PENSÉE SOCIALE DES PROMOTEURS DES «COMMUNAUTÉS DYNAMIQUES»

Depuis 2002...

La fondation McConnell aide ceux qui veulent trouver des solutions durables pour transformer leur communauté en encourageant la coopération et le leadership.

L'Institut Tamarack et l'Institut Caledon financent des projets de longue durée qui visent à améliorer les quartiers défavorisés.

À St-Jean, NB, un directeur de banque retraité et un avocat sont les leaders du développement communautaire.



K. Pearson, Fondation McConnell
et S. Holder, Institut Tamarack

On tente de réduire la pauvreté en renforçant la communauté.
On établit des partenariats où tous sont gagnants.

La communauté d'affaires unit ses ressources, talents, discipline et influence à l'expérience de la communauté.

Les leaders reçoivent des subventions pour soutenir des projets, comme amener les familles à devenir auto-suffisantes en les dirigeant vers des emplois payants.

SUBVENTIONNER LES LEADERS COMMUNAUTAIRES OU AIDER LES CITOYENS À DÉVELOPPER LEURS PROJETS?



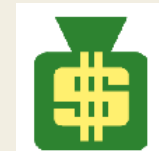
**LEADERS
COMMUNAUTAIRES**
(hommes d'affaires, élite
professionnelle, etc.)

+



Utilisent leur
leadership,
contacts et
influence.

+

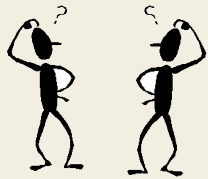


Obtiennent
des fonds
des fondations

=



Créent
des projets et
influencent
le processus
politique



**CITOYENS
ORDINAIRES**

+



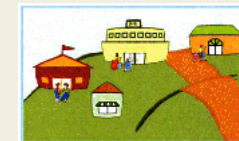
Avec des
animateurs,
parlent de leurs
problèmes et
élaborent des
stratégies.

+



Demandent des
fonds par
l'entremise
de projets.

=



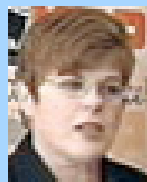
Essaient
d'adapter les
politiques à
leurs besoins.

PROMOTEURS DES VALEURS SOCIALES

Le « social » comprend le bien-être individuel et collectif. L'État doit défendre les intérêts des groupes minoritaires.

Il faut mettre l'accent sur la responsabilité conjointe entre l'État et les citoyens.

Les travailleurs devraient bénéficier des 48 milliards \$ accumulés dans la caisse de l'A-E.



Les services essentiels doivent être inscrits dans la loi pour offrir une meilleure garantie d'accès aux citoyens.

Le gouvernement doit partager la richesse équitablement.

Chacun devrait développer une conscience sociale, c.-à-d. être conscient des besoins des autres.

LA VISION DES GROUPES SOCIAUX

Les programmes sociaux doivent être financés par l'impôt. Tous les citoyens ont droit à un revenu minimal vital.

Il faut lutter avec ceux qui sont durement touchés par les politiques publiques.

Il faut que le gouvernement bouge pour réduire l'effrayante pauvreté dans nos communautés.



Il faut un revenu suffisant, garanti par l'État, pour couvrir les besoins essentiels, c.-à-d. un revenu de citoyenneté.

L'aide au revenu est devenue une machine à punir, plutôt qu'un programme d'aide et de soutien.

Il faut éviter de remplacer les services publics par des services privés, même dans les buanderies et les cafétérias.

INFORMER LE MOINS POSSIBLE

CE QU ON DIT...

- La loi n'oblige pas le gouvernement à fournir de l'information.
- Il y a des économies à faire quand les gens ignorent leurs droits.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Quand le gouvernement adopte une politique, il doit en faire la promotion.*
- *Quand il n informe pas les gens de leurs droits, il manque de compassion.*

RÉDUIRE LES PRESTATIONS

CE QU'ON DIT...

- Quand les taux d'aide au revenu sont bas, le gouvernement fait des économies.
- Les entreprises en profitent quand les primes d'assurance-emploi baissent.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Le droit à être secouru est un droit fondamental.*
- *C'est au gouvernement que revient la responsabilité de soutenir les moins nantis.*

FORCER À VENIR AU BUREAU

CE QU'ON DIT...

- Obliger un bénéficiaire à venir en personne chercher son chèque est un bon moyen de contrôle.
- Il permet d'éliminer les fraudeurs.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Ce genre de politique rend l'accès à l'aide sociale plus difficile.*
- *On présume que les bénéficiaires sont tous des fraudeurs potentiels.*

FORCER À TRAVAILLER

CE QU ON DIT...

- Maintenir l'assistance sociale plus faible que le salaire minimum incite les gens à aller travailler.
- Les gens qui travaillent sont plus autonomes que ceux qui sont assistés.
- Ceux qui produisent devraient gagner plus.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Certains ont des incapacités invisibles qui les empêchent de travailler.*
- *Les emplois occasionnels et peu payants ne font qu'accroître l'insécurité.*
- *Tous devraient être gagnants.*

FAVORISER CEUX QUI TRAVAILLENT

CE QU'ON DIT...

- Donner moins à ceux qui refusent de travailler encourage les gens à aller travailler.
- Ceux qui travaillent fort et qui se privent en vue de leur retraite méritent plus.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Ceux qui ne travaillent pas ne devraient pas être punis.*
- *Ceux qui ne travaillent pas ont droit eux aussi à la dignité.*
- *Chacun participe à sa mesure.*

OBLIGER LES PROCHES À CONTRIBUER

CE QU'ON DIT...

- Les parents devraient être obligés de soutenir leurs enfants, même à l'âge adulte.
- Le gouvernement pourrait ainsi économiser beaucoup d'argent.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Cela a pour effet d'appauvrir les parents.*
- *Souvent, ce sont les pauvres qui aident les pauvres.*
- *Elle sème parfois la discorde familiale.*

MISER SUR LES PARTENARIATS

CE QU'ON DIT...

- Le privé et le secteur non gouvernemental est plus efficace que l'État pour dispenser des services publics.
- Les partenariats publics-privés permettent de limiter le nombre de fonctionnaires.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *L'aide n'est pas versée selon des normes et des critères objectifs.*
- *Les gens ne peuvent plus faire appel.*
- *Les organismes ne sont pas obligés de rendre compte au grand public.*

MISER SUR LES ENTREPRISES

CE QU ON DIT...

- Quand les taxes corporatives sont plus basses, les entreprises font plus de bienfaisance.
- Accorder des allègements fiscaux devient rentable pour le gouvernement.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *L intérêt du privé est de faire des profits et d offrir les services au meilleur marché possible.*
- *La bienfaisance n assure pas l uniformité.*
- *L intérêt public n est plus préservé.*

MISER SUR LE BÉNÉVOLAT

CE QU ON DIT...

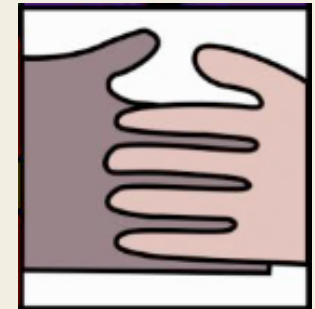
- Le travail non rémunéré permet de se sentir utile et d'être un bon citoyen.
- Aide à contrer l'ennui et la solitude.

COMMENT ON RÉAGIT...

- *Le travail non rémunéré est insultant pour ceux qui cherchent de l'emploi.*
- *Les régions où il y a moins de bénévolat sont défavorisées, donc il y a moins de services.*
- *À mesure que le bénévolat se développe, l'État retire ses services envers les moins nantis.*

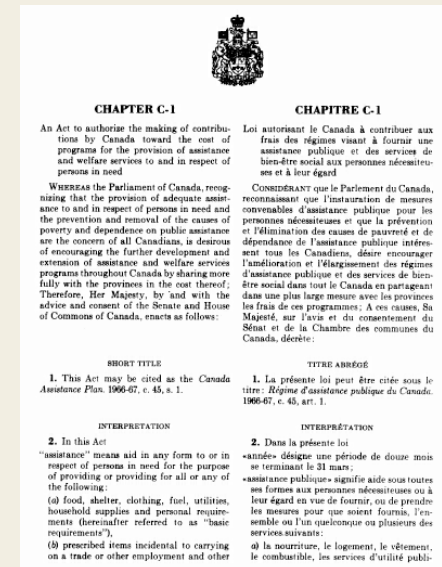
ANALYSE DE LA VISION INDIVIDUALISTE

- Pour renforcer la solidarité, il faut miser sur la famille et la communauté, et l'État en dernier lieu.
- Il ne faut pas encourager le « Tout m'est dû ». Chacun doit mettre de l'argent de côté pour ses besoins, à devenir auto-suffisant.
- La richesse n'appartient pas à l'État, mais à ceux qui la produisent.
- Les corporations doivent payer moins d'impôt parce qu'elles créent de l'emploi et pratiquent la bienfaisance.
- Le paiement de la dette passe avant tout, même avant l'équité.
- Pour avoir une bonne cote de crédit du Fonds monétaire international, les salaires doivent rester faibles.



ANALYSE DE LA VISION SOCIALE

- La solidarité est mise en valeur, mais sur un plan collectif (solidarité sociale). L'État perçoit l'impôt et redistribue l'argent.
- L'auto-suffisance est un mythe; l'autonomie assistée est plus réaliste. L'État a l'obligation morale et juridique d'assister les plus faibles.
- C'est toute la société qui est gagnante quand les gens paient leur impôt.
- Chacun est libre de faire des profits, mais tous ont le droit de vivre honorablement.
- Seul l'État peut assurer un partage équitable de la richesse et des biens publics.
- L'économie, comme la politique, doit être au service de l'humain.

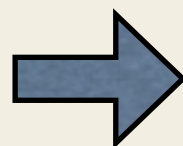


POSSIBILITÉS DE SOLUTION

COUPER DANS LES DÉPENSES SOCIALES?

Un plus grand nombre d'assistés sociaux et de chômeurs = Une diminution des revenus d'impôt = DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Pour combler le déficit budgétaire



COMPRESSION DES DÉPENSES SOCIALES

Source: Conseil national du bien-être social, voir : <http://www.ncwcnbes.net/>

RÉDUIRE L'ACCÈS?

Réduction
des
transferts
du fédéral



Province est
privée de
millions \$
pour
l'aide sociale



➤ Faire un déficit? NON!

CHOIX ➤ Hausser les impôts? NON!

➤ Faire des coupures? OUI!



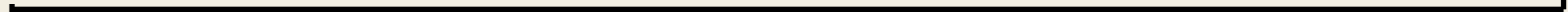
Imposer de
nouvelles
règles
d'exclusion

ESQUIVER LA QUESTION?

Réduction
de l'A-E
et de
l'aide au revenu

=

PLUS
D'INSÉCURITÉ
(et de maladie)




Pour réduire
l'insécurité

=

Encourager
davantage
la bienfaisance


ACCROÎTRE L'OPPRESSION?

\$2

Partage NB  **NB Sharing** **\$2**

J'aimerais partager des produits du Nouveau-Brunswick d'une valeur de 2 \$ avec les personnes dans le besoin de ma région. Veuillez donc ajouter 2 \$ à ma facture d'épicerie pour la banque alimentaire ou la cuisine communautaire.

I'd like to share \$2 worth of NB products with those in need in my area. Please add \$2 to my grocery bill for my local food bank or community kitchen.



6 96362 00200 6

Ajout de 2 \$ à la facture d'épicerie pour nourrir les gens dans le besoin par le biais des banques alimentaires.



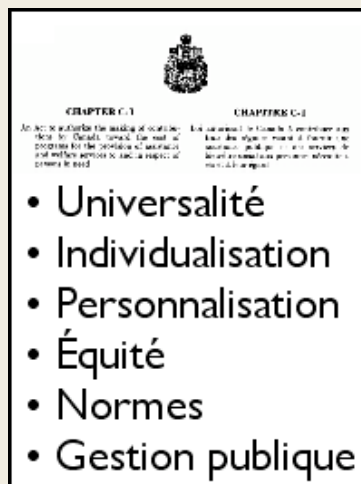
II. POLITIQUES POUR LA JEUNESSE

✓ dans le cas de parents adolescents, le soutien familial sera recherché auprès du parent absent et des grands-parents.

✓ dans le cas de parents adolescents (moins de 19 ans), le soutien familial sera recherché auprès du parent absent et des grands-parents.

RENFORCER LA SÉCURITÉ SOCIALE?

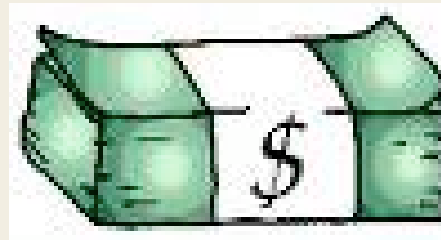
LOI



Principes

+

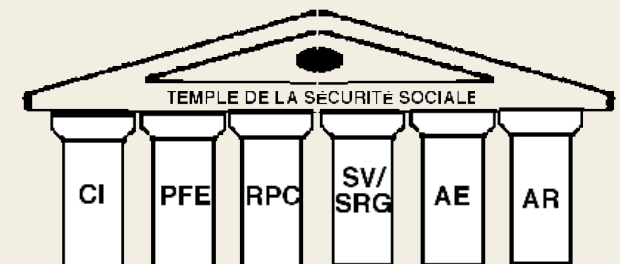
FINANCEMENT



Transferts fédéraux

=

SYSTÈME



Gestion publique

CONCLUSION

- Mettre tout le monde au travail est-il un bon moyen pour réduire la pauvreté? Non, parce que les capacités de travail ne sont pas les mêmes pour tous. Et puis, il y a beaucoup de travailleurs qui sont pauvres parce que le salaire minimum est faible et il n'y a pas de sécurité.
- Verser des subventions aux «leaders communautaires» est-il mieux? Non, parce que leurs intérêts sont souvent personnels, et non ceux des citoyens.

CONCLUSION

- Il y a de l'espoir pour réduire la pauvreté, si le gouvernement **réinvestit** dans la sécurité sociale.
- Les gens auraient alors un **revenu adéquat** et des **services de soutien**, selon des **normes** inscrites dans la **loi**.
- La sécurité sociale protège même ceux qui essaient d'y nuire. Les plus fortunés critiquent les programmes sociaux mais ils sont aussi bien protégés, et même plus, par le RPC (Pensions du Canada) que le sont les faibles salariés.

